

***l'Anti*capitaliste**

n°517 | 9 avril 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

NON À LA RÉPRESSION, AU FLICAGE, AU TRAVAIL FORCÉ



**REFUSONS
QUE NOS LIBERTÉS
SOIENT CONFINÉES!**

Dossier

MALGRÉ LE CONFINEMENT...

LA LUTTE

CONTINUE! Pages 6 et 7

ÉDITO

**Violences sexistes
en confinement**

Page 2

PREMIER PLAN

**Coronavirus. Masques et tests:
pénurie et mensonges d'État**

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Coronavirus. Leçons d'Asie

Page 4

LIBRE EXPRESSION

**The show must pas
forcément go on...**

Page 12



édito

Par **MANON BOLTANSKY**

Violences sexistes en confinement

Lorena Quaranta était étudiante en médecine. Elle avait à peine 27 ans lorsqu'elle a été étranglée par son conjoint infirmier qui l'accusait de l'avoir contaminé au Covid-19. Le meurtre de cette jeune italienne illustre la réalité tragique des femmes dans une situation de crise sanitaire et sociale. Au premier rang en assumant, au risque de leur santé, les activités indispensables (travail médical, social, lié à l'enfance, caissières, etc.), elles sont également celles qui risquent leur vie en étant confinées avec un conjoint ou un proche violent.

Sans surprise, on observe une augmentation sans précédent des violences sexistes et sexuelles durant le confinement (32% sur la première semaine). Quant au numéro d'appel d'urgence 3919, il enregistre aujourd'hui beaucoup moins d'appels qu'avant: il est devenu impossible pour de nombreuses femmes d'appeler à l'aide lorsqu'elles sont coincées 24/24 h avec leur agresseur.

Pour une majorité de femmes en couple hétéro c'est ainsi la triple peine. Car il faut ajouter à tout cela le fait de devoir assumer la majorité des tâches domestiques, la prise en charge des enfants particulièrement, dans un contexte de tensions. De même pour les LGBTI subissant le confinement avec des proches violents.

Et le tableau ne serait pas complet sans ces femmes qui ont été verbalisées parce que sorties acheter des protections hygiéniques, dont les policiers auront jugé qu'elles ne rentraient pas dans les produits de première nécessité. Plus encore, l'expérience de cette jeune femme verbalisée pour être sortie acheter une pilule du lendemain! Partout dans le monde, la crise du Covid-19 nous rappelle violemment que l'accès libre et gratuit aux droits reproductifs des femmes ne sont pas, pour le capitalisme et l'oppression hétéro-patriarcale une nécessité: des USA, où l'accès à l'IVG a été «suspendu» dans certains États, à la France, où la crise sanitaire et le manque de moyens et de personnels ont drastiquement restreint l'accès à l'IVG. Les mesures «rustines» et cosmétiques du gouvernement sont, comme pour le reste, insuffisantes.

La mise en garde de Simone de Beauvoir résonne tristement dans la période: «N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant.» Ajoutons y aujourd'hui la crise sanitaire... et à la vigilance, la nécessité de se battre et de lutter pour nos droits!

BIEN DIT

À part un petit nombre de besoins absolus incontournables (dormir, se nourrir, se protéger du froid), les besoins évoluent historiquement et se discutent politiquement. Il n'y a pas d'autre choix viable que de s'en remettre à la délibération collective.

RAZMIG KEUCHEVAN, *Mediapart*, 28 mars 2020.

NON À LA RÉPRESSION, AU FLICAGE, AU TRAVAIL FORCÉ Refusons que nos libertés soient confinées!

Il est de plus en plus clair que le gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, porte une lourde responsabilité dans la gestion calamiteuse de la crise sanitaire. Obnubilé par le maintien des profits et la remise en cause de nos acquis sociaux, c'est avec presque un mois de retard qu'il commence à prendre de timides mesures pour faire face au virus. Le revirement du pouvoir ces derniers jours concernant le port de masques – dont la production et l'approvisionnement ont été catastrophiques – illustre cet «amateurisme» aux effets dramatiques.

«Confiner-vous, travaillez, consommez»: voilà le message contradictoire envoyé par le gouvernement depuis le début. Le confinement, réponse d'un pouvoir qui n'a pas anticipé l'ampleur et la dangerosité du virus, est une nécessité pour éviter des centaines de milliers de morts. Un dépistage précoce et massif et des moyens suffisants pour l'hôpital auraient certainement pu éviter d'enfermer des dizaines de millions de personnes, aggravant de façon dramatique les inégalités sociales.

Stopper les activités non essentielles Ils ont «mis à l'abri» enfants, personnes âgées, encadrement, professions intellectuelles... Mais pour des millions de travailleurEs, activités essentielles ou non, il faut aller bosser, les profits n'attendent pas! Beaucoup de salariéEs se protègent, individuellement et parfois collectivement, en restant à la maison, en se battant pour imposer un droit de retrait combattu par les employeurs et le gouvernement. Au mépris de la santé de ces salariéEs, et en réalité de toute la population. Oui, «nos vies valent plus que leurs profits!» Toutes les activités non essentielles doivent être stoppées et des protections doivent être



fournies pour celles et ceux dont le métier est indispensable durant le confinement.

Ils veulent nous faire payer la crise Le coronavirus a été le détonateur de la crise économique qui venait. Celle-ci s'annonce extrêmement brutale et durable. Une fois de plus, les capitalistes veulent nous

faire payer la facture: temps de travail maximum par semaine à 60 heures, remise en cause des congés payés, régression de fait du droit à l'avortement... Ils vont continuer en infligeant privatisations et austérité pour l'hôpital comme le laissent entrevoir les recommandations de la Caisse des dépôts ou les déclarations du directeur de l'Agence régionale de santé de

Nancy. Pour les arrêter, nous devons nous préparer dès maintenant, avec notamment l'organisation dès la fin du confinement d'une grande manifestation pour la défense du service public de la santé.

L'état policier se renforce Ils le savent, leur politique rencontre des résistances, tant ils étaient illégitimes avant la crise et tant leur irresponsabilité est évidente aux yeux du plus grand nombre. Dès lors, la répression, le contrôle, vont être des éléments centraux pour arriver à leurs fins. Dès aujourd'hui, nous devons nous opposer aux évolutions sécuritaires de la société qui, sous prétexte de santé publique, nous préparent une société de type totalitaire: couvre-feux, drones pour surveiller les rues, armée pour contrôler la population, géolocalisation, matraque et prison pour les récalcitrantEs, mesures répressives contre les migrantEs... Toutes ces mesures n'ont pas pour but, contrairement à ce qu'ils affirment en stigmatisant au passage, une fois de plus, les quartiers populaires, de faire respecter le confinement, mais préparent déjà l'après, un monde où l'État contrôlerait tous les faits et gestes de chacunE pour maintenir le pouvoir des capitalistes.

Pas de sortie de crise sans planification démocratique et anticapitaliste Une autre voie existe. Tester massivement la population, produire du matériel médical, des médicaments et des protections à la hauteur des besoins est possible, en reprenant le contrôle sur les secteurs clés de l'économie, en socialisant les grandes entreprises. Cela permettrait d'assurer une reconversion de productions inutiles ou aberrantes pour satisfaire les besoins sociaux, sanitaires, écologiques. Ces mesures anticapitalistes doivent être mises en place sous le contrôle démocratique de celles et ceux qui travaillent et de la population afin de définir collectivement les besoins et comment les satisfaire. Nous devons les imposer, par nos solidarités et nos luttes, dès maintenant et dans les semaines qui viennent.

annoncés ce lundi. Mensonge et cynisme: alors que partout dans le monde les avions sont cloués au sol, que le monde médical manque de masques, que le gouvernement bat les plateaux de télévision en répétant que les masques sont réservés à la santé, il organise dans le même temps le détournement de centaines de milliers de masques vers l'entreprise Airbus, pour qu'elle puisse continuer à produire. Pendant la crise, les profits doivent continuer...

Où sont les tests? Dès le 12 janvier, la Chine diffuse au reste du monde la séquence génétique complète du virus, permettant ainsi, à tous ceux qui le souhaitent, de lancer la fabrication de tests de dépistage. En Corée du Sud, les premiers kits sont ainsi disponibles dès le 4 février, soit deux semaines avant l'emballage de l'épidémie. En Allemagne,

500 000 tests sont réalisés chaque semaine, s'appuyant sur tous les laboratoires de ville, réalisés de manière décentralisée au plus près des populations, permettant d'isoler tous les malades, et pas seulement les plus graves, mais aussi les porteurs sains. Quand on sait que des modélisations de l'épidémie chinoise montrent qu'une contamination sur deux est liée à des porteurs sans symptôme, on voit tout l'intérêt de ce dépistage de masse. La mortalité en Corée ou en Allemagne en atteste. Le gouvernement français a choisi la voie opposée. Ne tester que les cas les plus graves, à l'entrée des services de réanimation. Limiter sévèrement les tests dans les Ehpad. Une folie criminelle, à l'opposé des recommandations de l'OMS. Du 24 février au 27 mars, seulement 200 000 tests ont été réalisés en France, quand l'Allemagne en réalise 500 000 par semaine.

Virage tardif à 180° Mais il n'y a pas que le nombre de tests. Pour avoir choisi de tester peu, les autorités médicales françaises ont négligé de prévoir un approvisionnement massif en écouvillons, d'approvisionner les laboratoires de ville en matériel de protection adéquat (lunettes, surblouses...), de sécuriser l'approvisionnement en réactifs qui viennent souvent de Chine. Le gouvernement a refusé de réquisitionner les entreprises françaises «leaders du marché du diagnostic qui existent en France», comme le réclamait dès le 18 mars l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament. Voula tester peu, le ministère a privilégié des techniques longues, nécessitant un lourd appareillage spécialisé, comme le système propriétaire Roche, incompatible avec les systèmes des laboratoires de ville! Alors qu'il aurait fallu privilégier des

Un monde à changer

LEVÉE DE L'EMBARGO CONTRE CUBA! Il ne s'agit pas de ici faire l'éloge du régime cubain qui, au fil du temps, s'est bien éloigné des espoirs suscités par la chute du dictateur Batista et l'entrée triomphale des guérilleros à La Havane en janvier 1959. Mais, force est de constater que de plus en plus de pays, face à la pandémie du coronavirus, demandent à bénéficier de l'assistance des médecins cubainEs. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y a sur l'île 82 médecins pour 10 000 habitantEs, contre 32 en France et 26 aux États-Unis... Cuba a, au fil des années, pour suppléer à des services de santé défaillants ou lutter contre des épidémies, envoyé 25 000 médecins en Amérique latine (les médecins cubains ont dû quitter la Bolivie et le Brésil sur pression des nouveaux régimes réactionnaires), mais aussi en Afrique, au Pakistan ou à Haïti. Face au Covid-19, Cuba a déjà dépêché en Italie une équipe de 52 médecins et infirmierEs. Aux Antilles et en Guyane «françaises», les médecins cubains sont réclamés par les autorités locales.

Le «socialisme» de Cuba n'est pas le nôtre, d'autant qu'il est, de plus en plus, pénétré par les mécanismes de marché, les inégalités, tandis que sévit la répression des dissidentEs politiques. Il y a certes une «diplomatie médicale» cubaine et les médecins sont une source de devises pour le régime. Mais, même déformée et pervertie, Cuba montre la supériorité d'une économie planifiée sur l'anarchie du marché capitaliste. Et qu'on ne vienne pas dire que c'est parce que Cuba est une «dictature»: il y a des dizaines de pays dictatoriaux à travers le monde où les populations ne peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires tandis que leurs dirigeants vont se faire soigner à l'étranger (à titre d'illustration, le général major Abdelhamid Ghriess, secrétaire général du ministère de la Défense nationale algérien, vient de se faire opérer en Suisse). Alors, oui, il faut lever de toute urgence tout embargo contre Cuba comme le réclament divers organismes internationaux et, chez nous, en finir avec la dictature du marché sur la santé!

CORONAVIRUS L'épidémie ne doit pas être une étape d'accoutumance à la répression

Depuis l'intervention de Macron le 16 mars, le vocabulaire guerrier est entré dans le quotidien de l'information concernant la flambée de l'épidémie. Et bien évidemment, si on est «en guerre», cela «justifie» l'utilisation de moyens exceptionnels dans le contrôle des mouvements de population (puisque le confinement est le seul recours pour freiner la propagation de l'épidémie), ce qui peut amener au déploiement de dispositifs de surveillance de la population de plus en plus intrusifs.

À cette étape, la peur de la répression policière et judiciaire reste le principal recours pour faire appliquer des décisions politiques dont leurs auteurs ont dû mal à justifier qu'ils savent ce qui est bon pour lutter contre la propagation du virus. Avec ce que cela peut générer de confrontations entre les «forces de l'ordre» et des populations habituées à s'en défer.

Violences et stigmatisation De fait, le recours à la répression a été massif. Entre le 17 mars (début du confinement) et le 2 avril, ce sont 406 283 procès-verbaux qui ont été dressés. Et sans surprise, la part de ces PV dans les quartiers populaires, où les conditions de confinement sont les plus dures à supporter, est majeure. Ainsi, la Seine-Saint-Denis représentait, les deux premiers jours, 10% des PV infligés. Au total, on est à 17 000 en trois semaines (1 000/jour les deux premières semaines, 400 à 500 la 3^e). La distribution de ces PV s'est accompagnée, dans les quartiers populaires, de violences

policières, avec par exemple le placement en garde à vue d'un enfant de 13 ans à Roubaix (sous prétexte de plusieurs contrôles la même journée), et d'interpellations hyper violentes, comme celle de Sofiane aux Ulis ou de Ramatoulaye à Aubervilliers, largement médiatisées sur les réseaux sociaux. À Marseille, Asnières, Grigny, Strasbourg, Torcy... des violences policières ont donné lieu à des dépôts de plainte des victimes.

Pas étonnant que, dans ce contexte, des confrontations explosent sporadiquement dans des quartiers entre jeunes et forces de l'ordre (dans le 93 et dans l'Essonne en particulier). D'autant que ces violences s'accompagnent de la stigmatisation systématique de ces quartiers, dénoncés comme refusant de respecter les règles du confinement, voire l'intérêt général. Avec, en apothéose, la sortie du préfet de police de Paris Lallemand qui déclarait, vendredi 3 avril, à propos de la flambée des décès dans le 93: «Pas besoin d'être sanctionné pour comprendre que ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, qu'on retrouve dans les réanimations, sont



ceux qui au début du confinement ne l'ont pas respecté. Il y a une corrélation très simple». Il a dû présenter des excuses, mais c'était dit, et résumait bien les propos déversés pendant près de trois semaines.

Refuser la mise sous surveillance Confronté à ses incohérences dans la gestion de la crise, et contraint de prolonger le confinement, le gouvernement a dû moduler sensiblement ses incriminations discriminatoires et reconnaître que le confinement est respecté, même dans les quartiers populaires. Mais il n'en

prend pas moins des mesures qui peuvent devenir des outils majeurs de contrôle social. Ainsi, depuis le 6 avril, avec la mise en place d'une attestation numérique enregistrée dans les téléphones portables et qui généreront des QR codes, scannés lors des contrôles policiers. «Aucune donnée saisie n'est intégrée dans un fichier. Rien n'est stocké, aucun fichier n'est constitué», a promis Castaner. Mais nous n'avons aucune raison de croire que le gouvernement qui change de position aussi vite que l'épidémie se répand. D'autant qu'en parallèle la mise en place d'un traçage des données numériques et leur partage avec des institutions de santé voire des préfectures est à l'étude comme moyen de sortie progressive du confinement (lire page 9). Autant dire que la vigilance va être de mise, et qu'il est important de réfléchir aux moyens de ne pas, sous prétexte d'efficacité pratique, donner la possibilité à l'État, et à de nouveaux organismes en mal de rentabilité, de nous mettre un peu plus sous surveillance. **Cathy Billard**



WIKIMEDIA COMMONS

techniques rapides, automatisées et décentralisées, utilisant tous les centres de biologie déjà existants, humains, vétérinaires, de recherche, pour tester le plus de monde possible... Les tests rapides existent, les écouvillons existent, les laboratoires existent.

Le gouvernement leur a tourné le dos. Obligé de faire un virage à 180° face à la colère qui monte et avec la perspective du déconfinement, Olivier Veran espère pouvoir tester 50 000 personnes par jour... Mais seulement fin avril! **Frank Cantaloup**

Le chiffre

598 C'est le nombre de postes qui doivent être supprimés au CHRU de Nancy, selon les orientations du COPERMO (comité interministériel de performance et de la modernisation de l'offre de soins). Interrogé à ce propos, le directeur de l'Agence régionale de santé Christophe Lannelongue a estimé qu'il n'était pas question de revenir sur ces projets de suppression. Des propos heureusement vivement dénoncés, mais qui en disent long sur le caractère criminel des obsessions comptables et managériales.

À SUIVRE SUR

www.npa2009.org

SUR FACEBOOK
@anticapitaliste.presse

SUR TWITTER
@Lanticapitalis1

SUR INSTAGRAM
@l_anticapitaliste

NO COMMENT

[En Seine-Saint-Denis], les gens aiment retirer de l'espèce, avoir des billets sur eux, payer en cash en moyenne plus qu'ailleurs.

HERVÉ MORAND, chargé des relations territoriales de La Poste dans le 93, cité dans le *Parisien*, 5 avril 2020.

L'Anticapitaliste

l'hebdo du NPA

Rédaction: 01 48 70 42 27 redaction@npa2009.org	Tirage: 6 500 exemplaires
Diffusion: 01 48 70 42 31 diffusion.presse@npa2009.org	Directeur de publication: Julien Salingue
Administration: 01 48 70 42 28 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex	Secrétaire de rédaction: Julien Salingue
Numéro ISSN: 2269-3696	Maquette: Ambre Bragard
Commission paritaire: 0419 P 11508	Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél.: 01 48 70 42 22 Fax: 01 48 59 23 28 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

CORONAVIRUS

Inquiétude pour l'Afrique

L'Afrique est une des régions du monde pour l'instant la moins touchée par l'épidémie, mais hélas ce répit risque d'être courte durée.

Les mesures pour endiguer ou à défaut ralentir l'épidémie sont extrêmement difficiles à mettre en place. Les préconisations de l'OMS de tester un maximum de personnes sont inopérantes faute de temps en nombre suffisant. La distanciation sociale est compliquée d'autant que le confinement qui permet d'accroître cette distanciation risque d'avoir l'effet inverse. En effet dans les bidonvilles entourant les grandes mégapoles comme Johannesburg, Lagos ou Nairobi, il est fréquent de voir des familles d'une dizaine de personnes entassées dans quelques mètres carrés. En l'absence d'eau courante, parfois même de savon pour les plus pauvres, se laver fréquemment les mains n'est pas aisé. Autre sujet d'inquiétude, le peu de toilettes.

Il est vraisemblable que le confinement aura seulement pour effet d'empêcher les pauvres d'atteindre les centres-villes.

Précarité sociale

Outre la qualité du logement, l'autre difficulté pour le respect du confinement est la très grande pauvreté des populations qui vivent au jour le jour. Selon les pays, 80 à 90% des populations travaillent dans le secteur informel et la plupart n'ont aucune réserve de nourriture. Le confinement devient incompatible avec cette très grande précarité. Des pays comme Madagascar ont commencé à distribuer des kits alimentaires pour les populations les plus démunies et les autorités vont étendre les «Tsenà Mora» ces marchés qui vendent les produits de première nécessité de 50 à 70% moins cher. En Afrique du Sud la distribution des aides sociales a été anticipée. Mais d'autres pays ont décidé de faire le minimum comme au Bénin. Son président Patrice Talon, homme d'affaires dont le patrimoine s'élève à plus de 400 millions de dollars, n'est pas prêt à octroyer le moindre centime aux plus démunis et estime que le pays ne peut supporter des mesures restreignant l'activité économique. Le coronavirus n'a changé ni les moeurs des dirigeants ni ceux des forces de répression africaines dont les bavures déjà nombreuses sont par avance justifiées : «*Nous sommes en état d'urgence, si vous bravez le couvre-feu, on ne va pas vous caresser*», a déclaré le Didier Lallement ivoirien¹.

Autres soucis majeurs, les prisons mais aussi les camps de réfugiés comme ceux du Burkina Faso ou du Kenya, où les conditions d'hygiène restent des plus précaires.

Zones de conflit

Si Guterres, le Secrétaire général des Nations unies, a demandé à tous les belligérants des conflits dans le monde d'observer une trêve, force est de constater qu'en Afrique l'appel a été peu entendu. En Libye les combats ont redoublé d'intensité ; idem pour les autres pays comme la République démocratique du Congo, la Somalie, le Nigeria et les pays sahéliens. Ce qui ne peut qu'enrayer le déploiement de l'aide sanitaire et médicale. Déjà comme au nord du Mali, du fait de la guerre menée par les djihadistes, la quasi-totalité des centres de santé a été détruit, entraînant le départ du personnel soignant. La situation sanitaire dans les autres pays africains est largement défaillante, les hôpitaux d'habitude surpeuplés seront dans l'incapacité de recevoir un afflux de malades. Les quelques respirateurs ont souvent été dus à des dons et n'ont pas de pièces détachées en cas de panne. À Conakry, capitale de la Guinée, il n'y en qu'un. Quant au matériel de protection (surblouses, gants, masques, etc.), ils sont notablement insuffisants.

Il est vraisemblable que ceux qui s'en sortiront le mieux seront ceux qui seront capables de payer pour être soignés dans les cliniques privées à défaut d'aller en Europe comme à leur habitude. L'épidémie de coronavirus est un amplificateur des inégalités sociales, aussi bien pour la mise en place des gestes barrières que pour l'accès aux soins.

Paul Martial

¹ - Salma Niassé Ba, Youenn Gourlay et Sophie Douce, «Couvre-feu à la matraque: l'Afrique de l'Ouest se rebelle», lemonde.fr, 30 mars 2020.

CORONAVIRUS

Leçons d'Asie

Par facilité de langage, on entend souvent dire « en Asie... », mais l'Asie est si diverse que la formule est trompeuse. La pandémie et les politiques gouvernementales se présentent sous des formes particulièrement diverses suivant les pays. Cette diversité interdit toute généralisation, mais permet des comparaisons riches en leçons.

Le 5 avril, le *South China Morning Post* annonçait : «*Le débat sur les masques est clos. Hong Kong avait raison depuis le début*». L'OMS venait enfin de reconnaître que le masque était nécessaire pour lutter contre la pandémie. C'était une évidence – niée trois mois durant par le gouvernement français.

Le contre-exemple coréen

La Corée du Sud est un important contre-exemple par rapport à la Chine, dont on aurait bien fait de s'inspirer. Cela avait mal commencé. Le pays a précocement subi un choc similaire au Grand Est français, pour les mêmes raisons. Des milliers de membres d'une secte évangélique, Shincheonj, sont revenus de Wuhan (où la pandémie a commencé) dans la région de Daegu, provoquant une explosion de contaminations. Cela n'a pas empêché le pasteur fanatique Jeon Gwanghoon de déclarer qu'il n'y avait pas danger et que Dieu protégerait les membres de son Église. Le fonctionnement monolithique, secret, de cette secte a considérablement entravé le travail d'investigation des autorités chargées de dépister la maladie. La pandémie s'est donc déclenchée en Corée avec une brutalité que nous n'avons pas connue avant qu'une autre secte répète dans le Haut-Rhin (en connaissance de cause) le crime de Shincheonj. Pourtant, l'épidémie reste là-bas maîtrisée avec 10 284 cas confirmés et 187 morts. Le président Moon Jae-in

avait d'abord banalisé la situation, mais la riposte s'est rapidement organisée : production massive de tenues de protection et tests de dépistage, distribution de masques, imposition des mesures de distance physique... Le dépistage massif a permis de localiser rapidement de nombreux malades avant que des symptômes n'apparaissent, de les isoler et de rechercher qui avait pu être contaminé dans l'entourage. La Corée du Sud a jusqu'à maintenant pu éviter le confinement de territoires ou du pays entier. Nul ne s'aventure à faire des pronostics quant à l'évolution de l'épidémie. Le pays peut avoir à faire face à une seconde vague de contamination. Pour l'heure, il semble qu'il pourra éviter l'épineuse question du déconfinement, à la différence de la France.

«Modèle» chinois ?

Résumons : comme le port de masques, les dépistages massifs sont essentiels. Une évidence – niée trois mois durant par le gouvernement français, qui n'a pas non plus mobilisé dès janvier l'industrie pour reconstituer les stocks de tenues de protection, de matériel d'intubation ou de tests. Des stocks préventifs très importants existaient en France jusqu'en 2012. Ils avaient été constitués sous des gouvernements de droite. J'ai vu récemment l'histoire de la V^e République. Je n'ai jamais connu de présidence et de gouvernement aussi incapables et lâches qu'aujourd'hui. Faute de moyens (ayant aussi rompu le fil d'une riche «culture» nationale de la prévention antiépidémique) le point de référence pour le gouvernement français reste donc le

«modèle chinois» à partir duquel il faut réfléchir, en tenant compte de la taille du pays, mais aussi de l'extrême violence qui a accompagné le confinement. De nombreux témoignages sur internet (vite censurés) illustrent la fureur d'une partie de la population chinoise face à l'incurie du régime et la violente répression qui a accompagné le confinement. Le déconfinement amorcé est lourd de dangers épidémiologiques (seconde vague de contamination) et politiques pour le PCC. Les semaines qui viennent seront cruciales.

Dans une grande partie de l'Asie, comme l'Inde, il est simplement impossible pour la majorité de la population de mettre en œuvre les mesures barrières élémentaires : promiscuité inévitable, manque de sanitaires ou d'accès à l'eau pour se laver les mains... Le confinement plonge la population dans des dilemmes insolubles, face à des régimes autoritaires ou dictatoriels. Aux Philippines, le président Duterte a sommé la police d'abattre quiconque violerait les règles qu'il édicte. L'aide sociale promise n'arrive pas et les pauvres, sans rentrées d'argent, ne pouvant appliquer les consignes draconiennes de déplacement, craignent plus de mourir de faim que de la maladie.

Les mouvements progressistes tentent de résoudre la quadrature du cercle : comment en temps de confinement (souvent dictatorial) favoriser l'auto-organisation des populations et apporter « par en bas » l'aide logistique, le savoir-faire, les biens de première nécessité. Comment concevoir dans de telles conditions une politique populaire de prévention de la maladie ? Il nous faut maintenir la solidarité internationale (y compris financière) et assurer les échanges d'expériences pour tenter collectivement de répondre à ces exigences, à ces questions.

Pierre Roussel

ÉTATS-UNIS Dans la tempête, les travailleurEs se mobilisent

Les États-Unis sont désormais frappés par la tempête de la pandémie de coronavirus avec des centaines de milliers de cas et 10 000 décès (au 6 avril), des millions de chômeurEs tandis que les secours fédéraux ne sont pas encore arrivés, de sorte que des millions de personnes ne peuvent plus payer leur loyer ou leur crédit.

La ville de New York est l'épicentre, avec plus de 63 000 cas et plus de 2 250 décès au 5 avril. À New York la maladie connaît une croissance exponentielle et devrait culminer entre le 9 et le 15 avril. Pourtant, malgré ces conditions, les travailleurEs s'organisent et ripostent.

Inégalités raciales et économiques

Au total, 41 des 50 États, le district de Columbia (où se trouve Washington), trois comtés, huit villes et Porto Rico ont désormais un régime de confinement, touchant au total 311 des 330 millions d'ÉtatsunienEs. Les interruptions d'activité et les quarantaines ont mis environ 12 millions de personnes au chômage, ce qui porte le taux de chômage à 12%, soit déjà 2% de plus que lors de la récession de 2008 – et la crise économique ne fait que commencer. Les États-Unis entrent dans une grande dépression qui pourrait être pire que celle des années 1930. Dans le même temps, des millions de «travailleurEs essentiels», souvent des travailleurEs des services à bas salaire, qui ont désespérément besoin de leur paie, continuent de travailler en se mettant en danger de contracter la maladie. Les inégalités raciales et économiques de la société signifient que les



WIKIMEDIA COMMONS

a un plus grand impact sur les personnes de couleur et les pauvres. Les pauvres en Amérique sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé – diabète, asthme et maladies cardiovasculaires – qui les rendent plus vulnérables au Covid-19. Ils et elles vivent dans des conditions plus difficiles (logements plus petits, situation de travail), ce qui signifie que le coronavirus se propage plus rapidement parmi eux. Les cartes montrent que les zones noires et latines de New York et d'autres villes sont plus durement touchées, avec proportionnellement plus de cas. Les communautés blanches ont plus accès aux tests que les communautés noires et latino-américaines.

RUSSIE Dieu dans la Constitution, mais le Covid-19 sur terre

Si Poutine a fait inscrire dans le marbre de la constitution de la Fédération de Russie, par adoption d'amendements à la Douma le 10 mars, une référence à la «foi en Dieu» (et refusé d'y porter l'autorisation du mariage homosexuel), ledit bon dieu semble avoir puni celui qui se prend presque pour l'Éternel.

De l'opacité à quelque lumière

Pour ce qui est du virus, le pouvoir a commencé par le déni : ni vu ni connu ni craint ! Rien sur les risques de son expansion à partir de l'orient extrême du pays, proche de la Chine. Face à une population qui commençait à s'inquiéter, le pouvoir a dénoncé des manigances occidentales, ou affirmé qu'il ne s'agissait que de d'une grosse grippe – déclarations de virologues à l'appui. Rien ou presque jusqu'à une première prise de position de Poutine le 19 mars, puis un tout récent oukaze (ordonnance) le 2 avril, fixant des mesures de sécurité sanitaire et les banquiers et les capitalistes.

On se souviendra sans doute de Boris Johnson comme le Premier ministre qui n'a pas préparé le pays à une pandémie dont son gouvernement avait été prévenu à l'avance. On se souviendra de son mandat avec les milliers de familles qui n'ont pas pu être avec des proches mourants ou assister à leurs funérailles. Il jouit actuellement d'une bonne cote de popularité, mais à mesure que le nombre de morts augmentera et que l'on tirera les bilans dans les mois à venir, il sera considéré comme l'architecte de la catastrophe en Grande-Bretagne.

Restons à la maison ! (#ОстаемсяДома)

Cela dit, pour les classes populaires, après une relative insouciance



WIKIMEDIA COMMONS

rentrer chez eux, surtout depuis l'annonce, le vendredi 3 avril, d'une réduction drastique – voire d'une suspension – des vols, y compris de rapatriements.

Qui va payer, au pays d'un capitalisme bien réel ?

Le pouvoir a donc sonné l'alarme et reste à savoir le prix que les classes populaires auront à payer, si elles laissent faire. Car sur le plan économique, si Poutine a évoqué des allègements d'impôts, des facilités

Control (centres pour le contrôle des maladies) ont recommandé que les gens portent un masque lorsqu'ils sortent pour empêcher les personnes non symptomatiques de transmettre la maladie à d'autres, mais Trump a déclaré que c'était volontaire et qu'il ne le ferait pas. Les gouvernements du Delaware, de la Floride, du Michigan, du Nouveau-Mexique, de l'Ohio, du Texas et de la Virginie-Occidentale ont également compliqué la situation, appelé à la distanciation sociale mais autorisant les services religieux.

Résistances

Les travailleurEs – avec ou sans syndicats – ont mené des grèves, grandes ou petites, principalement pour des problèmes de santé et de sécurité soulevés par la pandémie. Les travailleurEs de l'automobile de Detroit, les éboueurEs de Philadelphie, les ouvrierEs de la transformation du poulet en Géorgie, les ouvrierEs des chantiers navals du Maine, les employéEs des entrepôts de supermarchés de Memphis et les serveurEs d'un bar et d'un restaurant de Portland, en Oregon, se sont mobilisés. Chez Amazon, une entreprise sans syndicat comptant 750 000 travailleurEs, il y a eu une série de grèves à New York, Chicago et dans la région de Detroit.

Celles et ceux d'entre nous, militantEs de Solidarity et de DSA, qui se réunissent par visioconférence, participent à l'organisation des enseignantEs, des infirmières, des travailleurEs des entrepôts et d'autres lieux de travail, ainsi qu'au sein des communautés. Nous demandons une législation pour protéger la santé et le bien-être de chacune. Nous nous battons pour des réformes et nous nous battons aussi pour le socialisme.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

GRÈCE Le virus des cadeaux au patronat

En apparence, la situation en Grèce est loin de la tragédie du voisin italien : ce dimanche, le nombre de victimes est de 70, les personnes contaminées autour de 1700, selon les chiffres officiels.

Soyons sûrs que cette situation est due avant tout à la conscience de masse que dans la situation terrible du système de santé laminé par la troïka et les mémorandums, il est vital de se protéger... tout en exigeant l'attribution immédiate des moyens nécessaires.

En finir avec les cadeaux au médical privé

Derrière le bulletin d'info sanitaire officiel visant à faire croire que la situation est sous contrôle, la réalité est très inquiétante et, si l'épidémie devait s'étendre, la catastrophe serait difficilement évitée. Cette semaine, la présidente de la Fédération des médecins hospitaliers a souligné l'horreur de la situation du système de santé public (ESY) : manque de lits en soins intensifs, manque de masques, de gants, de lunettes, absence des recrutements nécessaires, dangereux transferts vers les hôpitaux de médecins de centres locaux de santé qui se retrouvent déorganisés et perdent leur rôle de rempart... Dénonçant le filtre de la communication gouvernementale, elle met en avant le scandale des cadeaux aux cliniques privées : au lieu de les réquisitionner, Mitsotakis les enrichit en leur offrant 1 600 euros par jour pour un lit en soins intensifs ! Ce gaspillage dément de l'argent public se retrouve aussi dans la promesse d'offrir à ce secteur 30 millions d'euros pour les tests, privant ainsi de ce financement les labos universitaires alors que ceux-ci procèdent déjà à de premières campagnes. Un chiffre réssume cette situation scandaleuse : dans le plan d'urgence de 6,8 milliards, qui vient d'être adopté, seuls 3% vont à la santé publique.

Le virus des bonnes affaires patronales

Car l'épidémie est une merveilleuse occasion pour les amis de ce gouvernement ultralibéral de poursuivre leur lutte contre les travailleurEs : un décret permet aux patrons de suspendre les contrats de travail et de licencier sans contrainte, l'État versant alors aux licenciéEs 800 euros... pour un mois et demi. La frénésie patronale a obligé cette semaine le gouvernement à mettre une ou deux conditions, mais la situation de l'emploi est d'autant plus tragique que cette indemnité fort insuffisante ne s'appliquera ni aux CDD ni aux chômeurEs en fin de droits, c'est-à-dire à un million de personnes environ. La brutalité patronale est sans limite : dans les écoles privées, des patrons, qui perçoivent toujours les droits de scolarité, licencient leurs enseignantEs... et exigent qu'ils et elles continuent à donner des cours s'ils et elles veulent être repris ensuite !

Deux autres urgences

Bien sûr, on ne peut qu'être inquiets devant les risques pour les réfugiéEs, véritablement entassés dans les camps sur les îles ou sur le continent. Déjà quelques cas d'infection ont été signalés, ce qui fait craindre de terribles contaminations. Même ou surtout dans ces conditions difficiles, une campagne internationale exigeant l'ouverture des frontières européennes et un accueil digne est urgente ! L'autre urgence, c'est bien sûr de s'opposer à la nouvelle menace de mémorandums que ne va pas manquer d'imposer l'UE, autour du noyau dur germano-hollandais. Face à cela, la solution est moins que jamais le repli national mais au contraire, la nécessaire solidarité des jeunes et des travailleurEs en Europe, pour les droits sociaux pour touTÉS, pour les services publics, contre le virus du profit !

À Athènes, A. Sartzetakis



DB

Après plus de trois semaines d'un confinement qui, de toute évidence, va se prolonger, nombre de militantEs ressentent de la frustration, voire du découragement. Comment continuer à lutter malgré la situation de crise sanitaire, l'impossibilité d'organiser des réunions physiques, des manifestations, des rassemblements ? Le gouvernement n'a-t-il pas les mains libres pour avancer tous ses pions dans une situation où le rapport de forces semble très dégradé pour notre camp social ?

Il faut toutefois se départir de cette impression d'atonie générale, car les luttes, la solidarité, les résistances, existent bel et bien. Sur les lieux de travail tout d'abord, qu'il s'agisse des activités essentielles, où il faut se bagarrer pour des conditions de travail ne mettant pas en danger la santé des salariéEs, ou des secteurs non essentiels, où les bagarres pour l'application des droits de retrait sont nombreuses. Et, de manière générale, contre l'offensive opportuniste du gouvernement et du patronat, qui tente d'imposer des mesures de régression sociale au nom de la lutte contre l'épidémie.

Mais aussi dans les villes, dans les quartiers, pour organiser les solidarités concrètes, pour réclamer la réouverture ou la nationalisation de sites de production essentielles, ou pour exprimer, par tous les moyens possibles, la critique des politiques gouvernementales, passées et à venir. Florilège.



MALGRÉ LE CONFINEMENT... LA LUTTE CONTINUE!

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE LUTTE POUR LA NATIONALISATION DE LA FAMAR, DERNIÈRE USINE DE PRODUCTION DE LA CHLOROQUINE

Entretien avec **Frédéric Gibert**, élu CGT au Conseil social et économique de l'usine pharmaceutique Famar de Saint-Genis-Laval, entreprise en redressement judiciaire, à côté de Lyon.

Votre production de médicaments est prévue d'être délocalisée voire arrêtée, peux-tu nous expliquer les causes ?

Le site pharmaceutique est issu du groupe Rhône-Poulenc puis Aventis, qui l'a cédé en 2004 au groupe grec Famar (détenu par la famille Marinopoulos, il fut sévèrement touché par la crise grecque). Quatre banques ont mis la main sur les titres Famar en 2017, peu après que Marinopoulos avait fait remonter environ 30 millions d'euros de Famar, dans des conditions douteuses.

Ce pillage du groupe a plongé Famar dans de graves difficultés de trésorerie, empêchant les sites comme celui de Saint-Genis-Laval d'acheter les matières premières et donc de produire, malgré un carnet de commandes bien rempli. Les banques grecques ont confié la gouvernance au fonds d'investissement Pillarstone, avec pour objectif à terme de vendre le groupe. Le déblocage de trésorerie s'est fait au compte-gouttes, prolongeant la période de difficultés financières, de livraison intermittente des clients et de paiement erratique des fournisseurs. Ces revirements ont enclenché une spirale de baisse d'activité, avec pour effet une détérioration des résultats.

Pillarstone, filiale de KKR, un des plus importants fonds d'investissement américains, est devenu l'actionnaire du groupe Famar.

CONTRE LE COVID-19, LA RELOCALISATION!



Très concrètement, sur le site, les investissements ont été largement réduits, en matière de sécurité et d'infrastructure permettant de répondre à la législation en vigueur. Les accords collectifs ont été dénoncés et nos conditions de travail se sont dégradées. Le prix de vente d'une boîte de médicament a été proposé largement en dessous du marché, en espérant une compensation par des volumes de vente qui ne sont jamais arrivés. KKR et Pillarstone se sont alors désengagés prétextant que la production était devenue trop cher et que le site n'était pas vendable.

Vous êtes enfin écoutés mais, plutôt qu'une énième « reprise » comme le propose le Conseil régional, la nationalisation est-elle possible et comment vous soutenir pour l'obtenir ?
Oui, la nationalisation est possible et elle doit être mise en œuvre, quand l'activité peut répondre aux besoins de la société. Notre usine compte 12 médicaments d'intérêt thérapeutique majeur. Elle fabrique un éventail de produits sous différentes formes, concernant des classes thérapeutiques multiples. Les dernières interventions du ministre de la Santé sur les situations critiques liées aux pénuries de médicaments et à la pandémie de Covid-19 devraient permettre de reconsidérer l'avenir. Famar Lyon est l'unique usine enregistrée pour délivrer le marché français en nivaquine. Les premiers essais thérapeutiques utilisant la molécule (chloroquine) contre le

Covid-19 font apparaître des résultats encourageants. Le site de Saint-Genis-Laval est à disposition pour répondre aux besoins de milliers de patientEs en souffrance, et ainsi répondre aux intérêts de santé publique, d'indépendance et de sécurité sanitaire du pays. Pour nous soutenir, il faut faire pression auprès du gouvernement, mais aussi de l'industrie pharmaceutique. Il faut repenser notre système de santé et tant qu'il sera basé sur l'économie, le capital, nous nous retrouverons dans des situations critiques que nous subissons tous en ce moment.

Comment est venue l'idée de manif de confinement ?
De lointaines connaissances de Marseille m'ont contacté car ils enregistraient des boucles de slogans pour les diffuser à 20h. Nous avons donc décidé de regrouper nos deux initiatives et de les mettre à disposition sur internet.

Quels sont les résultats et suites de cette initiative ?
Pas de combat de chiffres entre la CGT et la préfecture mais nous avons reçu des vidéos de projection des quatre coins du pays et même au-delà. Les banderoles ont fleuri sur Instagram et certainEs ont même fait des manifs de salon ou de Playmobils. Les banderoles sont toujours à nos fenêtres mais elle ont évidemment vocation à descendre dans les rues dès que nous le pourrions. Il s'agit de politiser le moment par les moyens que nous avons. Le confinement n'est pas la norme et il n'a pas vocation à le devenir. Comme pendant Nuit Debout ou dans les ZAD, tout ce qui peut être expérimenté doit l'être. La période nous oblige à être créatifs...

Comment est venue l'idée de manif de confinement ?
De lointaines connaissances de Marseille m'ont contacté car ils enregistraient des boucles de slogans pour les diffuser à 20h. Nous avons donc décidé de regrouper nos deux initiatives et de les mettre à disposition sur internet. SurprisEs que la date de mobilisation contre la réforme des retraites du 31 mars ait disparu dans la nature, nous avons décidé de créer un événement Facebook pour politiser cette séance quotidienne d'applaudissements et montrer que même isolés, notre colère n'est pas confinée ! Nous avons ensuite partagé l'initiative avec Art en grève et des camarades du PinkBlock, puis partagé l'événement sur les

Comment est venue l'idée de manif de confinement ?
De lointaines connaissances de Marseille m'ont contacté car ils enregistraient des boucles de slogans pour les diffuser à 20h. Nous avons donc décidé de regrouper nos deux initiatives et de les mettre à disposition sur internet.

Quels sont les résultats et suites de cette initiative ?
Pas de combat de chiffres entre la CGT et la préfecture mais nous avons reçu des vidéos de projection des quatre coins du pays et même au-delà. Les banderoles ont fleuri sur Instagram et certainEs ont même fait des manifs de salon ou de Playmobils. Les banderoles sont toujours à nos fenêtres mais elle ont évidemment vocation à descendre dans les rues dès que nous le pourrions. Il s'agit de politiser le moment par les moyens que nous avons. Le confinement n'est pas la norme et il n'a pas vocation à le devenir. Comme pendant Nuit Debout ou dans les ZAD, tout ce qui peut être expérimenté doit l'être. La période nous oblige à être créatifs...

Comment est venue l'idée de manif de confinement ?
De lointaines connaissances de Marseille m'ont contacté car ils enregistraient des boucles de slogans pour les diffuser à 20h. Nous avons donc décidé de regrouper nos deux initiatives et de les mettre à disposition sur internet.

Comment est venue l'idée de manif de confinement ?
De lointaines connaissances de Marseille m'ont contacté car ils enregistraient des boucles de slogans pour les diffuser à 20h. Nous avons donc décidé de regrouper nos deux initiatives et de les mettre à disposition sur internet.

Comment est venue l'idée de manif de confinement ?
De lointaines connaissances de Marseille m'ont contacté car ils enregistraient des boucles de slogans pour les diffuser à 20h. Nous avons donc décidé de regrouper nos deux initiatives et de les mettre à disposition sur internet.

Comment est venue l'idée de manif de confinement ?
De lointaines connaissances de Marseille m'ont contacté car ils enregistraient des boucles de slogans pour les diffuser à 20h. Nous avons donc décidé de regrouper nos deux initiatives et de les mettre à disposition sur internet.

ANTIRACISME SOUTIEN AUX MIGRANT-E-S, DUREMENT TOUCHÉS PAR L'ÉPIDÉMIE

La situation de crise créée par le Covid-19 révèle l'insuffisance des moyens mis en place par l'État pour accueillir, héberger, soigner, scolariser les migrantEs : absence d'hébergement, froid, humidité, stress, fatigue, entassement dans des camps, sous des tentes, dans la rue, dans des hébergements d'urgence inadaptés aux conditions sanitaires en temps normal et encore moins en temps de pandémie. Comment se confiner quand on est sur un bout de trottoir, sous une tente, dans un camp, dans des lieux dit d'hébergement d'urgence ignobles ? Ces personnes souvent en mauvaise santé, doublement vulnérables, sont éloignées d'un point de santé, ont un accès difficile à l'eau potable, à des sanitaires dignes de ce nom, aux produits d'hygiène, aux protections, masque, savon, gel hydroalcoolique, gants...

Les associations se mobilisent
Quel sens a l'attestation ? Les sans-papiers ont peur de la police, ne sortent pas, ne peuvent pas se nourrir. Les services sociaux étant inaccessibles, les aides très rares n'arrivent plus. Les 75 euros mensuels auxquels ont droit les familles avec enfants par les départements ne sont pas versés ou en retard pour cause de renouvellement... Et quand ils sont versés, comment

les toucher quand on n'a pas de compte bancaire ? Ils et elles le perçoivent d'ordinaire en espèces. L'alimentation est le problème le plus criant. Les associations sont désorganisées, manquent de bénévoles. Et pour les personnes sans aucun revenu il est difficile de se déplacer loin, les femmes seules avec enfants notamment, voire interdit puisqu'il ne faut pas dépasser le périmètre autorisé. Des associations, des citoyens généreux solidaires et inventifs mettent en place des réseaux de récupération des invendus des restaurants, cantines, magasins. Ils et elles organisent des réseaux de distribution et de livraison à certains points des villes. Sur le plan de la santé, des maraudes existent qui font de la sensibilisation, de la formation sur les gestes barrières, sur la reconnaissance des symptômes, sur la maladie pour pouvoir et savoir qui contacter. Les associations ont un rôle de vigie pour alerter sur les situations, identifier les malades pour les orienter vers des hébergements médicalisés. Mais il est bien évident que les associations ne pourront pas répondre à tous les besoins vitaux. L'État ne doit pas se défausser sur ces associations. 24 d'entre elles dont l'Auberge des migrants et Médecins du Monde dénoncent l'insuffisance des moyens mis en place par l'État.

Des mesures d'urgence s'imposent
– Régularisation de tous les sans-papiers ;
– Arrêt des procédures d'expulsion ; les OQTF, les assignations à résidence, ne doivent pas seulement être repoussées mais annulées ;
– Disparition des camps de réfugiés avec logement immédiat dans des lieux salubres, respectant la dignité des individus et leur sécurité sanitaire ;
– Fermetures des centres de rétention ;
– Réquisition des logements et des bâtiments vides afin de loger de façon digne les personnes actuellement sansabri ou mises dans des centres d'hébergement qui n'offrent aucune garantie de sécurité sanitaire. Droit à des conditions de vie décentes appliquées de toute urgence ;
– Renforcer les maraudes médicales en mettant les moyens nécessaires pour informer, éduquer, dépister et soigner les plus démunis ;
– Mise en place de points d'eau potable ;
– Distribution à grande échelle, par les organismes d'État, les communes et les départements, de nourriture.
Dominique Pierre (commission nationale immigration-antiracisme)

TOURS FACE À LA CRISE SANITAIRE : LA SOLIDARITÉ!

A l'heure du confinement, à Tours, l'association La Table de Jeanne-Marie (TJM) continue plus que jamais à jouer son rôle solidaire pour accueillir les plus démunis, particulièrement vulnérables en ces temps de crise dramatique.

La TJM a ouvert en janvier 2016 dans des locaux proches de la place Vellepeu, afin de soulager Rose-Marie qui préparait des repas à une trentaine de migrantEs dans la petite cuisine du local de l'association Chrétiens-Migrants. À l'initiative de quatre associations (RESF, Emmaüs 100 pour 1, Chrétiens-Migrants et La Maison Saint-Martin), l'association a été créée pour donner à manger tous les jours de l'année à celles et ceux qui n'ont rien.

La TJM à l'heure du confinement
La veille du début du confinement, l'équipe du lundi met en place ce que sera l'organisation de la TJM : pas plus de dix personnes en même temps dans la salle à manger et distribution de « paniers-repas » à emporter. La réunion des bénévoles prévue le soir même valide cette organisation et affirme sa détermination à poursuivre son activité malgré le confinement. Les bénévoles ne devront pas être plus de six en cuisine pour pouvoir respecter le plus possible les gestes barrières. Le lendemain, la charge de la TJM devient importante suite à la fermeture du local des Restos



du cœur qui sont à 20 mètres (la grande partie des bénévoles a plus de 70 ans et refuse de continuer) ; les ayants droit se reportent sur la TJM. La direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) décide de maintenir 24/24 h les personnes dans les hébergements d'urgence, les foyers, de loger en hôtel les jeunes du Plan B et toutes les personnes qui appellent le 115 et d'ouvrir le gymnase Paul-Racault pour les SDF. Contact est pris avec la DDCS pour coordonner les actions de solidarité entre toutes les associations. La TJM nourrit les 25 personnes à Paul-Racault, les familles hébergées à l'hôtel Vinci (17 adultes, 6 enfants et 4 bébés) avec des repas chauds, plus toutes celles et tous ceux qui passent à travers les mailles du filet qui pour certainEs sont encore à la rue (une dizaine au petit-déjeuner et une trentaine pour le déjeuner essentiellement avec des paniers-repas). Auxquels se sont ajoutées une quinzaine de « démunies » du quartier Paul-Bert, sur une initiative de militantEs. Ce qui fait

que la TJM nourrit environ une centaine de personnes : autant qu'avant le confinement, mais ce ne sont plus vraiment les mêmes.

Bilan provisoire
Lorsque les Restos du cœur et la Banque alimentaire ont cessé pendant trois jours de distribuer des repas par manque de bénévoles et que le Secours populaire a reçu la consigne nationale de cesser également de distribuer l'aide alimentaire (il est revenu rapidement sur cette décision), la TJM a assuré la continuité de son aide : rappelons une évidence que, malgré le virus, les gens mangent tous les jours. La TJM n'a aucun problème d'approvisionnement, le confinement de la population modifie le circuit de distribution de la nourriture et énormément d'invidus arrivent des grandes surfaces. S'ajoutent plusieurs initiatives de solidarité : des scouts qui font des desserts, des habitantEs de Fondettes qui font des quiches. Pour assurer le confinement, la préfecture (DDCS) a hébergé toutes les personnes à la rue (certains SDF restent réticents), ce qu'elle refusait de faire les années précédentes à la fin du plan hiver, elle héberge cette année 700 personnes. Et pour nourrir toutes les personnes confinées, elle a eu besoin de la TJM. Nous saurons lui rappeler et en espérant que la mobilisation de fin de confinement permette de maintenir les personnes dans des logements et les régulariser.
Patrick (NPA 37)

GRANDE DISTRIBUTION « L'ÉPISODE DU CORONA A FAIT PASSER UN CAP AUX COLLÈGUES »

Je suis étudiant et je bosse dans un petit magasin de la distribution, principalement alimentaire : 12 salariéEs, moins de 11 ETP (donc pas de salariéE protégéE), une grosse majorité de jeunes travailleurEs. Comme beaucoup de ce genre d'entreprises, elle n'avait jamais connu de mobilisation collective jusqu'à récemment. Le patron ne respecte largement pas le code du travail, et, il y a encore peu de temps, touTEs les salariéEs qui quittaient l'entreprise démissionnaient... Avant l'épisode du corona il y a eu quelques petites bagarres syndicales, on a fait un dossier juridique contre le patron, on s'est appuyé sur l'inspection du travail pour être payé tous les 1^{er} du mois, il y a eu la première rupture conventionnelle (imposée) de l'histoire du magasin...

«Un petit bout de pouvoir arraché»
Mais l'épisode du corona a fait passer un cap aux collègues. Alors que jusqu'à maintenant il n'y avait jamais eu de confrontation collective directe avec le patron, ça a été le cas pour une partie des salariéEs de la boîte ces deux dernières semaines. Et on a commencé, en gros, avec un tiers de l'effectif, à vraiment se structurer autour de deux types de revendications, les questions sanitaires et la question



d'avoir accès à une prime de risque. Par notre pression collective, mais aussi en s'appuyant sur l'inspection du travail, on a déjà gagné quelques trucs chouettes et basiques. Le patron n'avait initialement fourni que du gel hydroalcoolique, des gants et mis en place une distance d'un mètre entre les clientEs, et les collègues ont subi le rush de début de confinement sans rien d'autre. Mais après ça, on a réussi à lui imposer de trouver et d'installer du plexiglas, de donner la consigne de payer par carte, de mettre un espace d'un mètre devant les caisses, de filtrer à l'entrée. Il a fallu renforcer la pression pour obtenir des masques FFP1 et puis on l'a obligé à laver régulièrement nos tabliers (ce qui n'était absolument pas fait jusque-là). Sur ce

dernier point on a d'ailleurs mis en place nous-mêmes le système avec les collègues, un petit truc qui nous montre qu'on peut modifier l'organisation du magasin sans besoin du patron, un petit bout de pouvoir arraché. Par ailleurs le patron voulait baisser l'amplitude horaire d'ouverture du magasin sans s'engager à ne pas baisser le temps de travail des travailleurEs, ce qu'on a réussi à lui imposer. Là, on bagarre sur la question de la prime et il s'est déjà engagé à en verser à touTEs les salariéEs mais le montant et les modalités de versement sont en négociation (alors qu'on ne sait pas encore si mon magasin va recevoir une aide des patrons du grand groupe dont il dépend).
Thomas Lerouge

À LA SNCF ET AILLEURS... PAS TOUCHE À NOS CONGÉS!

Ces derniers jours, la colère de cheminotEs a éclaté à l'annonce par la direction, le 1^{er} avril, qu'elle imposerait cinq jours de repos compensateurs (équivalent de RTT) dans la période de confinement, voire irait les chercher sur les comptes épargne-temps. Une application des ordonnances du gouvernement, prétendument « d'urgence sanitaire », permettant aux patrons de porter à 60 heures la durée hebdomadaire de travail, de faire travailler 7/7, d'imposer ou au contraire de différer des dates de congés payés, de dicter ou de modifier des dates de RTT.

Un vol de congés
Les cheminotEs qui se sont rebiffés, ont répondu par des pétitions, des protestations, des prises de position syndicale (de la CGT et de SUD-Rail, ici ou là, pas toujours des plus vaillantes), et ont tenu à faire savoir – même dans les conditions difficiles de militantisme « virtuel » – qu'ils et elles n'étaient pas en train de se reposer ! Qu'ils et elles soient en service (à plein temps ou temps réduit, et exposés au virus par manque de protection élémentaire de la part de la direction), qu'ils et elles soient en télétravail et/ou en garde d'enfants dans des conditions épineuses, en maladie ou isolement sanitaire pénible, pas une sécurité qui justifierait de faire cadeau à la direction de jours de congés. Et l'urgence sanitaire, vraiment ? Ici par le chômage partiel, là par la poursuite de l'activité – y compris au mépris des exigences sanitaires

des secteurs non vitaux –, là enfin en imposant des congés anticipés leur permettant de mieux bondir plus tard – aucune de ces mesures n'excluant l'autre –, ce sont d'abord leurs intérêts économiques que les patrons mettent en avant. Le monde ouvrier n'a pourtant pas à payer de sa poche ou de son temps une crise sanitaire dont sont en grande partie responsables les gouvernements successifs et leur politique de dégradation des services publics (hôpitaux, écoles, transports) ? Des cheminotEs se sont d'ailleurs rappelé le « don » d'un jour de travail (le lundi de Pentecôte ou un autre) consenti sous prétexte d'aider les « vieux » en situation de dépendance... Les mêmes qui meurent aujourd'hui dans les Ehpad. Où est allé l'argent ?

«TouTEs ensemble», dans des situations diverses !
La lutte n'est pas facile. À l'opacité traditionnelle des articles de loi, s'ajoute la complexité des nouvelles dispositions d'urgence : pour les congés payés, c'est sous réserve d'un accord collectif d'entreprise ou de branche, issu d'une négociation avec les syndicats, qu'un employeur peut agir (une nouvelle machine à palabres est lancée) ; pour les RTT, c'est unilatéralement du côté patronal, à concurrence de 6 jours imposés, avec délai de prévenance ramené à 24 h. D'où un chaos de situations diverses, non seulement entre entreprises (qui s'engouffrent dans la brèche, de PSA à la SNCF, en passant par Orange, Veolia, Generali, Moët-Hennessy et autres), mais aussi

entre salariéEs d'une même entreprise, où le confinement à la carte patronale fait que les unEs sont au travail (épisode unique ou pas) tandis que les autres sont confinés pour des périodes et motifs divers. Et dans des entreprises du privé où le patron impose le chômage partiel, payé à 84 % du salaire net, donc une perte sérieuse, des travailleurEs peuvent souhaiter prendre des jours de RTT voire des congés, mieux rémunérés.
TouTEs ensemble, contre des vents contraires !
La situation n'est pas simple non plus dans les conditions dramatiques de maladie et de mort, dans ce climat lourd de confinement : serait-ce bien le moment – se disent certains – d'aller chipoter pour quelques jours de congés ? Face aux sacrifices consentis par les soignantEs, n'est-il pas indécent de protester ? C'est toute la malice – au sens d'esprit malin et mauvais – d'un patronat et d'un gouvernement qui spéculent sur la solidarité du milieu ouvrier. Eux n'ont pas ces scrupules : le gouvernement vient de garantir 345 milliards à ses amis du patronat, contre la minable aumône de 4 milliards à l'hôpital public (à voir encore qui en bénéficie). Leur calcul est même, très probablement, de profiter du climat difficile pour entamer l'offensive anti-ouvrière par le biais en apparence anodin des congés. Avant de passer au reste. Mais les travailleurEs confinés ne sont pas résignéEs !
Michelle Verdier

AUTOMOBILE Michelin appelle à la fin du confinement général au risque de la poursuite de l'épidémie



CGT MICHELIN TROYES

Dès le lundi 30 mars, le signal de la reprise des activités a été lancé par Michelin en France et en Europe. L'usine de Troyes a commencé à cuire son premier pneu, un pneu agricole, mercredi 1^{er} avril au matin. Débutée par des activités pour l'agriculture et le génie civil, la reprise vise maintenant à se synchroniser avec les constructeurs automobiles pour « pouvoir les servir quand leurs chaînes redémarreront ».

Au-delà de son entreprise et fort de son expérience, le PDG de Michelin interpelle le gouvernement : « Nous le disons au gouvernement : le confinement ne peut pas être éternel. Nous devons nous habituer à vivre avec un coronavirus qui n'aura pas disparu après la fin du confinement. Nous n'allons pas pouvoir vivre enfermés sans limite de temps ou en attendant pendant des mois qu'un médicament soit mis au point ou qu'un vaccin soit trouvé. Car, à ce moment-là, à la crise sanitaire s'ajouteraient une crise économique et une crise sociale majeures. »

Ouvrir une brèche

Le message est clair : les conséquences économiques d'un confinement prolongé seraient plus néfastes que le virus lui-même. Le PDG de la Michelin appelle donc le gouvernement à choisir l'économie, c'est-à-dire ses profits. Contre la vie des salariéEs et de la population. On s'interroge sur les motifs qui poussent toute l'industrie automobile à vouloir reprendre alors qu'il n'y a plus d'acheteurs nulle part en Europe. Le PDG de Michelin fournit une partie de l'explication. Commencer par la reprise même partielle des activités, c'est explicitement ouvrir une brèche dans le confinement général de la population. Le patron de Michelin, sûrement bien isolé et protégé, veut nous habituer à vivre avec le coronavirus sans vaccin ni moyens généralisés de dépitage. Avec les risques mortels pour la population dont les salariéEs ! « Nos vies valent plus que leurs profits ». Plus que jamais d'actualité contre des patrons qui décidément osent tout !

Blog NPA auto-critique

LES NÔTRES Daniel Lavergne (1945-2020)

Agent du service public, syndicaliste et militant révolutionnaire, Daniel a toujours été sur le pont. Malgré tout le sérieux qu'il a mis dans son militantisme, il a néanmoins gardé un certain sens de l'humour et ceci jusqu'à son dernier souffle. Il vient de nous faire un ultime poisson d'avril : il a quitté ce bas monde le 1^{er} avril 2020. C'est le coronavirus qui l'a emporté et avec Daniel, Covid-19 rime avec 19^e arrondissement, ce quartier populaire de Paris dans lequel il a vécu et il a milité pendant des décennies. Fonctionnaire au ministère des Finances, il s'est syndiqué à la CPDT quand cette centrale a paru comme une alternative à un syndicalisme

complètement verrouillé par la machine stalinienne à la CGT avant que le PCF ne perde son hégémonie dans le mouvement ouvrier. Fidèle à ses camarades de combat dans la CFDT, il y est resté jusqu'à la fin. Y compris après sa retraite, prenant des responsabilités dans la section des travailleurs retraités. Sa voiture avait des dizaines de milliers de kilomètres à son compteur pour avoir conduit les colleurs d'afiches dans les rues de l'arrondissement, transportant militants, seaux, brosse et affiches de campagne. Tantôt sa bagnole a servi pour rouler en faveur de nos campagnes, tantôt à la campagne elle-même. Et quand ce n'était pas pour conduire



DR

droit vers notre université d'été, c'était pour sillonner les routes rurales à la recherche des signatures des maires de petites communes en faveur de nos candidats

aux présidentielles, d'Alain Krivine à Olivier Besancenot et Philippe Poutou. Les ravages que le capitalisme fait sur les écosystèmes et la biodiversité ont provoqué maintes calamités : réchauffement climatique, canicules, sécheresses et autres catastrophes qui n'ont rien de naturelles. Des épidémies à la chaîne en font partie et celle qui a mis le monde à l'arrêt a déjà emporté des dizaines de milliers de victimes, dont notre camarade Daniel Lavergne. Le meilleur hommage qu'on peut lui rendre est de continuer le combat qui était le sien contre le capitalisme, contre la lente destruction de notre planète et de ses habitantEs.

Richard Wagman

SANTÉ Quand Macron prépare le « jour d'après »

« Ce que révèle déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe [...] ». Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » (Emmanuel Macron).

En cette soirée du 12 mars, Macron a semblé, un instant, lui aussi, « frappé » d'un éclair de lucidité. Il remettait en cause, en quelques formules, toutes les politiques de santé menées par lui et ses prédécesseurs, orientées vers la marchandisation et la privatisation de la protection sociale et du système de santé. Quelques jours plus tard, à Mulhouse, il annonçait que « à l'issue de cette crise, un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera[it] construit pour notre hôpital ». Celles et ceux qui avaient alors espéré un changement de cap de l'exécutif, sous la pression des événements, n'ont pas dû attendre longtemps pour déchanter. Le 2 avril, Mediapart a révélé le contenu d'une note rédigée par deux responsables de la Caisse des dépôts et consignations¹. Elle trace, à la demande de l'Élysée, les pistes d'une politique de santé pour « le jour d'après ». Et, loin de marquer une rupture avec les politiques libérales elle prévoit au contraire de les poursuivre et de les aggraver.

La question centrale d'emblée évacuée

Pour les technocrates de la Caisse des dépôts, la « crise de l'Hôpital » relève de « questions internes » sur lesquelles ils n'ont pas à se pencher. Et pour lever tous les doutes ils prennent bien soin de préciser que les solutions à cette crise doivent être abordées dans le cadre de « l'accélération du déploiement de Ma santé 2022 », le plan santé de Macron. En un mot la solution pour eux se trouve dans la prolongation et l'accélération des recettes qui ont mené dans le mur.



PHOTOÉTHIQUE ROUGE / JMB

La note écarte ainsi toute augmentation des budgets hospitaliers, qui permettrait aux hôpitaux d'ouvrir ou de rouvrir les lits nécessaires, y compris pour faire face à des situations de crise, de recruter les effectifs indispensables, d'investir et d'acheter le matériel dont ils ont besoin.

Privé partout, public nulle part

La note de la CDC développe au contraire des propositions visant à favoriser l'extension du secteur privé, et à effacer toute distinction entre public et privé. Elle insiste fortement sur le rôle de l'hospitalisation privée dite à but « non lucratif », gérée par les institutions elles-mêmes « à but non lucratif » ou « mutualistes », en concurrence avec les assurances privées mais fonctionnant de plus en plus sur le même modèle. Ainsi, si la note préconise la reprise de la dette qui plombe les budgets hospitaliers, elle

affirme : « Nous pourrions imaginer un fonds de dette qui prêterait en hybride soit aux hôpitaux, soit préférentiellement aux mutualités. »

La note met également en avant le développement des « partenariats public privé » dans le secteur sanitaire. Ceux-ci avaient été mis en sommeil, ces dernières années, du fait d'expériences désastreuses dont la plus tristement célèbre est celle de l'Hôpital Sud Francilien, avec le groupe Eiffage (coûts faramineux, retards, malfaçons...). Ces partenariats évitent à l'hôpital (manquant de moyens) d'investir. Mais ils le transforment pour des années en « vache à lait » pour le secteur privé qui se gave de remboursements exorbitants.

Start-up et télé-médecine

Sans surprise, la note fait aussi la part belle aux « start-up » innovantes, favorisant le développement de la « santé numérique », dont l'avantage est, aux yeux des rédacteurs, d'apporter des réponses techniques (et privées) à des questions comme la saturation du 15 (Samu), en évitant de s'attaquer aux causes réelles : l'absence de lieux de consultation publics gratuits et proches sur le territoire, les délais d'attente pour des rendez-vous, etc.

Des navires-hôpitaux pour la santé... des armateurs ?

Enfin, saisissant au bond une lubie chère à Donald Trump, la note donne une place surprenante au projet de « conventionner avec des armateurs français la transformation, à la demande, d'un paquebot, d'un roulier, d'un ferry en navire-hôpital, en contrepartie d'une rémunération fondée sur la disponibilité (et des entraînements) ». Si l'on voit très bien en quoi cette proposition « recevrait le soutien » des armateurs, dont les navires de croisière ne sont pas prêts de se remplir à nouveau, on voit mal ce qu'elle apporte à un plan censé tracer l'avenir du système de santé...

La note de la CDC a un mérite : elle montre que, pour aujourd'hui comme pour demain, les solutions de Macron restent les mêmes, à l'opposé des besoins de la population et des exigences de celles et ceux qui travaillent dans les hôpitaux. Loin de l'unité nationale, il faudra ensemble se mobiliser pour les imposer.

J.C. Delavigne

1 – La CDC gère une bonne partie des caisses de retraites, finance les collectivités locales, et gère aussi le Fonds d'épargne (livret A), qui finance le logement social.

LIBERTÉS Attention danger : extension de la télésurveillance

La CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a déjà mis en garde les pouvoirs publics à propos du projet « d'identification des personnes ayant été au contact de personnes infectées » que le gouvernement voudrait mettre en place, avec la création d'un Comité analyse recherche et expertise (CARE). Ce dernier serait chargé, notamment, « de conseiller le gouvernement pour ce qui concerne les programmes et la doctrine relatifs aux traitements, aux tests et aux pratiques de "backtracking" qui permettent d'identifier les personnes en contact avec celles infectées par le virus du Covid-19 ».

En s'inspirant de ce qui se fait déjà à Taïwan, Singapour, en Pologne ou en Israël, il s'agit d'articuler les techniques de géolocalisation et celles de la reconnaissance faciale pour suivre en temps réels les réseaux de contamination, surveiller les transgressions aux mesures collectives de confinement (traces au bord de la distanciation sociale), et surveiller (et punir) les personnes mises en isolement.

Ces perspectives intéressent les gouvernants et tous les groupes industriels de télécommunication : le PDG d'Orange, Stéphane Richard, a ainsi annoncé que le groupe de télécommunication travaillait déjà avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) « pour voir comment les données peuvent être utiles pour gérer la propagation de l'épidémie ». Le but de ce partenariat, explique-t-il, est d'utiliser les données de géolocalisation

anonymisées afin « de permettre aux épidémiologistes de modéliser la propagation de la maladie ». C'est sur la base des données récoltées par l'opérateur Orange que nous savons qu'un million de franciliens ont choisi de se confiner « ailleurs ». Bien sûr, tous les acteurs, à l'instar de Christophe Castaner, jurent leurs grands dieux que les données seront agrégées et anonymisées, mais personne n'est dupe : ce serait ouvrir un peu plus vite que prévu la voie au monde qu'Alain Damasio décrit dans *Les Furtifs* !

« Le virus est nocif, mais la destruction des droits est fatale »

Dans les ordonnances publiées après le Conseil des ministres du 25 mars figure celle prise par le ministre de l'Économie et des Finances : l'ordonnance « relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation

ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques ». Les opérateurs pourront se passer de toute information aux maires et présidents des intercommunalités, et prendre des décisions d'implantation sans avertir l'Agence nationale des fréquences ; les délais d'instruction seront réduits et ils seront dispensés d'autorisation d'urbanisme pour leurs installations. Évidemment, ces dispositions ont un caractère temporaire, mais le provisoire peut durer, lorsqu'aucune échéance précise n'est fixée. Comme le dit Edward Snowden : « Dans une société libre, le virus est nocif, mais la destruction des droits est fatale ».

Utilisation marchande et industrielle des données

Nous sommes donc confrontés à un double problème : l'utilisation

marchande de nos données par les industriels du numérique qui en tirent de gros profits, et l'utilisation sécuritaire par l'État qui renforce sa panoplie répressive. L'exigence minimale aujourd'hui est que l'État s'engage à faire immédiatement la transparence sur toutes les mesures de surveillance de la population mises en œuvre pour lutter contre la propagation du Covid-19. Seul un contrôle populaire et citoyen peut l'y contraindre en mettant en cause l'utilité et les finalités de ces dispositifs de surveillance et de recueil des données ; en exigeant un droit de regard sur les procédures et les algorithmes utilisés ; en demandant l'ouverture des commissions spécialisées aux parlementaires et aux citoyens.

Dominique (NPA Albi)

1 – « Contre le Covid-19, la géolocalisation déjà autorisée », 19 mars 2020 : <https://www.laquadrature.net/2020/03/19/contre-le-covid-19-la-geolocalisation-deja-autorisee/>

CORONAVIRUS Incompétence et improvisation dans l'accueil des enfants des soignantEs

La DGESCO (direction générale de l'enseignement scolaire) vient d'annoncer de nouvelles directives adressées aux écoles : l'élargissement de l'accueil des enfants de nouveaux personnels « affectés aux missions d'aide sociale à l'enfance », recouvrant les assistantEs de service social, techniciens d'intervention sociale et familiale (TISF), médecins, infirmières, puéricultrices, sages-femmes et psychologues.



PHOTOÉTHIQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

3 fois dans l'heure, y compris les élèves, nettoyage des poignées de porte et des surfaces de travail, étirements dans la manche... »

« pour augmenter progressivement le nombre de jours de distribution de la presse quotidienne, des colis et des courriers »². Cette annonce a choqué les collègues : d'une part, c'était envoyer « au front » des précaires avec peu ou pas de moyens de protection. D'autre part c'était une remise en cause des quelques mesures prises récemment.

Remise en cause des trois jours de travail

On sent en effet une volonté de La Poste de reprendre la main. Dans les centres de courrier, fortement touchés par un effectif réduit (du fait des droits de retrait, arrêts gardes d'enfants), la notion de titulaire de quartier (un facteur sur une tournée) est suspendue. La polyvalence est imposée aux agentEs restants, avec comme conséquence une exposition

accrue au virus (tournée allongée). Annoncer en parallèle la remise en cause des trois jours de travail, alors que l'épidémie est en pleine ascension, est une provocation pour les postierEs. Faut-il préciser que depuis le début de cette crise sanitaire, La Poste s'est illustrée par le peu de protection « octroyée » aux personnels (les exemples abondent sur les réseaux sociaux) et l'absence de gel, gants, masques... Pourtant, on apprend que l'entreprise stockait plus de 24 millions de masques !³ Les désinfections des locaux (surfaces et outils de travail) obligatoires, ne sont pas ou peu réalisées. Les CHSCT sont ignorés, la répression s'accroît sur les militantEs syndicaux combattifs. Ainsi nombre de représentantEs syndicaux (qui peuvent être détachés du service par le droit syndical) se voient refuser

Comment respecter cela quand les enseignantEs n'ont pas de masques, pour la plupart pas de matériel pour faire respecter des mesures d'hygiène qui ne peuvent de toute façon pas être appliquées ? Faire laver les mains aux enfants de maternelle trois fois par heure ? Les maintenir éloignés de leur maîtresse de plus d'un mètre tout en assurant leur soin, bobos à soigner, matériel à distribuer, couchage, etc. ? L'accueil des enfants de soignantEs est une nécessité et de

nombreux collègues se portent volontaires. Mais les conditions d'accueil sont inacceptables, tant pour la protection des personnels enseignants que des soignants eux-mêmes. Comme pour la soi-disant « continuité pédagogique », les personnels doivent se débrouiller seuls, inventer, trouver eux-mêmes des solutions entre inquiétude et colère ! Des solutions qui doivent être élaborées collectivement, entre intervenantEs concernés...

Correspondantes

AUTOMOBILE Chômage partiel chez Renault : la solidarité à sens unique

La direction de Renault vient de conclure un « contrat de solidarité et d'avenir » : une solidarité bien particulière, qui consiste à faire payer le chômage partiel par les salariéEs et par l'État. Sous prétexte de la crise, cet accord d'entreprise provisoire contient de nombreuses attaques. L'objectif est clair : faire payer la facture de l'épidémie aux salariéEs.

Après avoir rechigné à fermer les usines (sous la pression des salariéEs inquiets pour leur santé) et à voter en grande partie (mais pas complètement) les centres d'ingénierie, la direction de Renault a fini par se faire une raison en renonçant à la production de voitures pendant la période de confinement. Mais en contrepartie de cette interruption, il faudra faire des sacrifices pour « relancer l'activité » et rattraper le temps perdu.

Chômage partiel, arnaque totale

Grands seigneurs, les patrons de Renault promettent un paiement à 100% du chômage partiel grâce à un « fonds de solidarité » qui compléterait la partie du salaire versé par l'État (84% du net hors prime). Pour alimenter ce fonds, les salariéEs verront certains de leurs jours de congés supprimés. Le chômage partiel sera donc payé uniquement par les salariéEs et par l'État, c'est-à-dire en grande partie par les impôts directs et indirects... de toutEs les travailleurEs. Les intérimaires et les prestataires, eux, ne sont pas concernés par cette mesure et toucheront pour la plupart le chômage partiel légal, selon leurs entreprises. Si, dans les usines, le chômage partiel est total, ce n'est pas le cas dans l'ingénierie et le tertiaire, où la majorité des 16 000 salariéEs est contrainte de travailler à mi-temps, en télétravail ou sur site. Des demi-journées de travail qui n'évitent ni les déplacements ni les risques de contagion entre collègues. Mais comme la plupart des télétravailleurEs ne s'arrêteront pas à midi, ce sont autant d'heures de travail gratuit pour Renault.

La reprise à tout prix

Pendant que du côté des salariéEs on compte les malades, la direction compte les jours et prépare la reprise. Dans les centres d'ingénierie, des centaines de salariéEs sont forcés de revenir sur les sites. Pour les « convaincre » qu'on peut poursuivre l'activité malgré l'épidémie, la direction distribue des masques... ceux qui manquent tant au personnel soignant ! Dans certaines usines (comme la SOVAB en Meurthe-et-Moselle), on fabrique quelques babioles pour les services de santé pour montrer que les salariéEs pourraient retourner sur les chaînes de production en restant en sécurité. Car derrière les vagues promesses de garantir de bonnes conditions sanitaires, c'est bien ça l'objectif : confinement ou, si faut reprendre le plus vite possible l'activité, sans doute à partir de la mi-avril. Et pour rattraper le retard, la direction utilisera son accord pour imposer de travailler 6 jours sur 7, rallonger le temps de travail journalier et modifier les congés d'été en les réduisant au minimum. Les salariéEs Renault, sous-traitements ou intérimaires vont donc devoir se défendre contre une direction prête à tout pour leur faire payer la note. Mais la partie n'est pas jouée.

Correspondants

des postierEs du 92 et d'autres départements, un appel a été lancé pour regrouper et coordonner ces résistances « contre la politique criminelle de La Poste », au-delà des étiquettes syndicales ou de région. Un meeting est prévu jeudi 9 avril 19h sur Facebook.⁴ Car cette crise aura démontré à nombre de collègues, qu'au total, on ne peut compter que sur nos seules mobilisations !

Pierre Delbo

1 – <https://npa2009.org/actualite/entreprises/une-baisse-dactivite-sous-pression-la-poste>
2 – https://le-groupe-laposte.cdn.primisic.com/le-groupe-laposte/cb7c7c0ba-3415-49e4-b05e-74b0a51c372a_CP_1042020_La+Poste+renforcement+organisation.pdf
3 – <http://www.sudptt.org/Cachez-ces-masques-que-je-ne-saurais-voir-Les-tartuffes-de-la-direction-a-1>
4 – <https://www.facebook.com/Postiers-Post%C3%A8res-en-lutte-1121721137035921>

Les Nôtres**Hommage à Jean-Paul Sénéchal**

Notre ami et camarade Jean-Paul Sénéchal vient de nous quitter le 1^{er} avril 2020, après un dernier combat, difficile, contre le cancer.

Dans les années 1980, il a été un militant très actif de la Ligue communiste révolutionnaire à Quimper. Au moment où celle-ci décide de s'implanter de façon volontariste dans les entreprises, il enlève de son CV ses diplômes universitaires et se fait embaucher comme balayeur à l'hôpital Laënnec de Quimper (le Centre hospitalier intercommunal de Cornouaille). Il rentre à la CGT, et doit alors faire face au sectarisme de certains responsables forts peu démocrates, il finit par gagner de l'audience et accède à la direction de la section CGT. En 1989, se crée le premier syndicat Sud, aux PTT, puis dans d'autres secteurs comme l'éducation... En juin 1999, c'est à partir de l'hôpital de Quimper que les déçus de la CGT, Jean-Paul en tête, créent Sud Santé Sociaux, rejoints par d'autres militantEs de l'EPSM Gourmelant. Il jouera aussi un rôle très important dans la structuration de l'interprofessionnel. Le syndicat Sud Santé Sociaux 29 deviendra l'un des plus importants syndicats de Solidaires dans le Finistère et Jean-Paul participera activement à toutes les batailles du quotidien dans son hôpital, en défense de celui de Carhaix et des hôpitaux de proximité, pour les retraites ou encore contre les licenciements lors des grandes manifestations des Bonnets rouges.

Quand le balayeur devient docteur en histoire Passionné d'informatique, il l'était aussi d'histoire, particulièrement de celle du mouvement ouvrier. Il a travaillé avec Jacques Kergoat, économiste et dirigeant de la LCR, auteur de livres sur la social-démocratie, qui l'a poussé à écrire. En 1987, sortira aux éditions Skol Vreizh un premier livre: *Images du Front populaire. Finistère 1934-1938*, dédié à Pierre Guéguin, maire communiste de Concarneau, et Marc Bourhis, militant trotskiste, tous les deux fusillés par les nazis le 22 octobre 1941 à Châteaubriant. En 2016, à l'occasion des 80 ans du Front populaire, un collectif d'une dizaine d'historiens, parmi lesquels Jean-Paul Sénéchal, publie un livre *C'était 1936. Le Front populaire vu de Bretagne*. Tout en continuant à travailler à l'hôpital, tout en continuant à militer syndicalement activement, Jean-Paul travaillera de longues années à une thèse de doctorat qu'il réussira avec succès. De sa thèse de 1400 pages sortira un livre dans la collection « Histoire » des Presses universitaires de Rennes : *Finistère du Front populaire : 1934-1938. Lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*. Cet ouvrage analyse l'impact du Front populaire sur le Finistère, département rural fortement marqué par la question religieuse. Le balayeur devient docteur en histoire et chercheur associé au Centre de recherche brétonne et celtique, spécialisé dans l'étude des crises sociales et politiques. Jean-Paul aura lutté jusqu'au bout comme syndicaliste mais aussi comme militant anticapitaliste et révolutionnaire, adhérent à la IV^e Internationale. Très malade, il est hospitalisé dans les conditions scandaleuses dans lesquelles les politiques libérales ont réduit l'hôpital. De son brancard, dans le couloir, il trouve le courage pour contacter la presse et dénoncer la situation faite aux patientEs. Jean-Paul était en retraite depuis le 1^{er} février 2020, il avait 64 ans. Nous pensons à Claude avec qui il a partagé sa vie, à ses deux enfants Marine et Tanguy, que nous assurons de notre soutien. Jean-Paul, nous ne t'oublierons pas et continuerons ton combat internationaliste et anticapitaliste pour la justice sociale et un monde meilleur. **Ses amiEs et camarades**

ÉPISODE 1 Venez donc vous confiner avec moi

C'était une belle maison entourée d'un vaste parc. Son portail aurait eu besoin d'un coup de peinture, pourtant il impressionna les visiteurs, deux policiers en civil accompagnés d'une petite femme maigre. Celle-ci fit jouer une grosse clé dans la serrure et poussa la grille. – *Comment se fait-il que vous ayez les clés ?* demanda le premier policier, un cinquantenaire râblé au crâne presque rasé.

– *Je t'ai expliqué à vos collègues. D'habitude, c'est à moi que M. Sutherland confie l'entretien.* Ils remontèrent tous les trois une courte allée et gravirent les marches du perron. La femme prit une autre clé et déverrouilla la porte principale qui donnait accès à une immense pièce dotée d'une cheminée monumentale. Elle était meublée de façon disparate avec un lourd bahut en chêne, un coffre assorti, des canapés et fauteuils en cuir craquelé. Quelques accessoires plus modernes tranchaient avec ce décor vieillot : une table en verre et un téléviseur à écran plat. Un tableau représentant un paysage marin retint l'attention du second flic, un jeune aux allures d'étudiant avec sa petite barbe et ses lunettes rondes.

Dans le prolongement de ce salon, on apercevait une cuisine avec une grande table de femme, des bancs et des fourneaux. Divers objets traînaient un peu partout. L'aîné des deux flics, qui semblait aussi être le chef, renifla. – *Ça sent le tabac et le renfermé.* – *Juste un prénom. Damien mais je n'en suis même pas certaine. C'est peut-être Daniel. Ça grésillait et il a un fort accent.*

– *Et c'est ce Damien ou ce Daniel qui est allongé là haut ?* demanda le jeune flic barbu. – *Aucune idée, je ne l'ai jamais vu.* – *Bon, nous trouverons peut-être ses papiers, ou les Sutherland l'identifieront. Vous ne savez rien d'autre ?* – *Vous n'êtes donc pas venus rendre visite à ce neveu ?* – *C'était le confinement.* – *Mais vous habitez à moins d'un kilomètre. Vous auriez pu venir faire un tour par simple curiosité.* – *Ce que je peux vous dire, c'est que le neveu de Mme Sutherland ne se confinait pas tout seul. Ils étaient toute une bande !* – *Vous auriez dû nous le dire tout de suite !* – *Vous ne m'avez pas demandé. On les entendait de loin. Ils faisaient la fête, avec de la musique. L'épidémie n'avait pas l'air de les déranger. Mais, bon, ils ne sortaient pas du parc.* – *Et les autres, vous les connaissez ?* – *Pas du tout. J'ai juste vu passer un couple. La femme est restée dans la voiture et l'homme est descendu ouvrir la grille.* – *Donc, vous vous trouviez devant la maison à ce moment-là ?* – *Oui, mais c'était avant le confinement !* Le policier au crâne rasé eut une petite moue.

– *Que vous soyez sortie pendant le confinement, Mme Le Guennec, ce n'est pas notre problème aujourd'hui. On ne va pas nous mettre une amende. Vous allez revenir avec nous au commissariat mettre tout cela noir sur blanc. Il ne faudra rien oublier.* La voiture des policiers était garée à une centaine de mètres, devant un mur où une inscription à la bombe venait d'être tracée, en rouge : « *Ils ont des comptes à rendre !* » Les deux flics



fois, au moment du confinement, elle m'a annoncé par téléphone que c'est un parent à elle qui l'occuperait. Je n'ai plus eu de nouvelles des Sutherland jusqu'à ce matin. Ils m'ont appelé pour me dire que leur parent ne répondait pas et me demander d'aller faire un tour dans la maison pour voir s'il était encore là.

échangèrent un regard, sans exprimer ce que ce slogan leur inspirait.

Trois mois plus tôt.

Un thème de jazz. Damien avait choisi les premières mesures de « Take the A train » de Duke Ellington. Le jeune homme priait son smartphone. Un visage souriant encadré de nattes brunes s'afficha sur l'écran. – *Céline, tu as bien fait de me rappeler. C'est urgent.* – *C'est ce que j'ai cru comprendre. Explique.* – *Bon, je te le fais court. Le gouvernement va décider du confinement à partir de mardi midi.* – *Comment sais-tu ça ?* – *Un cousin qui bosse à Matignon. Je te donnerai les détails plus tard si ça t'intéresse. Donc, à partir de mardi 12 heures, plus personne n'aura le droit de sortir de chez lui, et encore moins de se déplacer, à cheval, à pied, en voiture. Plus de train, rien. C'est complètement dingue.*

– *Je suis incapable de te dire si c'est indispensable ou si c'est un coup tordu, mais le problème n'est pas là. Ça risque de durer et ceux qui vivent dans des tout petits apparts vont sacrément se faire chier. Donc j'ai une proposition à te faire. Il se trouve qu'on m'a confié la garde d'une immense baraque. Il m'est venu à l'idée que ça serait quand même plus sympa de se confiner avec quelques potes. Alors j'ai pensé à toi. Je précise que ce n'est pas de la drague tordue. Si tu as un copain, tu peux venir avec lui, mais faut me le dire tout de suite. Il n'y a que huit places. C'est le nombre de chambres.* – *Eh bien, tu me prends de court, mais, avec ma coloc, on a vingt-trois mètres carrés, alors je ne dis pas non. Il y aura qui ?* Damien cita quelques noms.

– *Mais je ne leur ai pas encore demandé. Il y en a que tu ne connais pas. Ce seront les huit premiers qui répondront qui gagneront.* – *Il y a une piscine ?* Je prends mon maillot de bain ? – *Non, mais tu pourras toujours bronzer dans le parc s'il fait un peu plus chaud. Tu me donnes ton heure d'arrivée et je viens te chercher à la gare.*

Confinement mortel***Essai****La Révolution communaliste, d'Abdullah Öcalan**

Préface d'Olivier Besancenot. Éditions Libertalia, 2020, 252 pages, 10 euros.

Comme l'on sait, Öcalan est le fondateur du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, emprisonné en Turquie depuis une vingtaine d'années. Ce recueil de textes rédigés en prison entre 2008 et 2017 documentent l'évolution du révolutionnaire kurde, d'un « marxisme-léninisme » autoritaire et nationaliste, vers une nouvelle conception, d'inspiration libertaire : le communalisme, ou confédéralisme démocratique, ou confédéralisme démocratique, qui trouve dans le Rojava, région kurde autonome au nord de la Syrie, un début d'application.

**Anti-étatisme**

Curieusement, Öcalan parle très peu de cette passionnante expérience dans les écrits ici rassemblés. Elle est par contre longuement évoquée dans l'introduction rédigée par notre camarade Olivier Besancenot. Les révolutionnaires kurdes du Rojava tentent de réaliser dans cette région une forme de « confédéralisme démocratique », un projet politique qui revendique son aspiration sociale, démocratique, écologiste et féministe. Ce n'est pas une utopie réalisée mais, malgré les difficultés résultant de la guerre civile en Syrie et de l'occupation militaire turque, une des rares expérimentations humaines

en dissidence face aux diktats du capitalisme. La note dominante des écrits du vieux révolutionnaire kurde c'est l'anti-étatisme. Il a été très influencé par les écrits de l'écologiste libertaire étatsunien Murray Bookchin ; cependant, comme l'observe Olivier Besancenot, on trouve aussi une critique radicale de l'état dans les écrits de Marx sur la Commune : l'anti-étatisme fait parti de l'héritage du marxisme non stalinien.

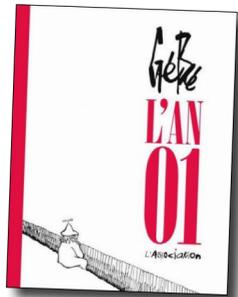
BD**Des bandes dessinées à lire (gratuitement) en ligne**

Amateurs de BD franco-belge, de romans graphiques, de mangas... la plupart des éditeurs ouvrent une partie de leur catalogue à lire gratuitement en ligne pendant le confinement.

L'Association

L'An 01, bande dessinée de Gédé publiée à partir de 1970 sous forme de série dans *Politique Hebdo*, puis dans *Charlie Mensuel*. Le capitalisme est mort et on réinvente tout. Tiens, tiens...

<https://www.lassociation.fr/>

**Le Lombard**

Le Lombard propose des musts de son catalogue comme *Bob Morane* ou *Ric Hochet*, mais il nous propose surtout l'une des meilleures

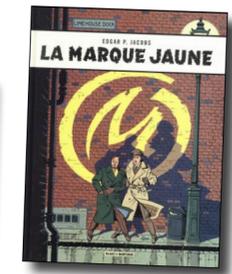
BD de western jamais publiées : *Comanche*, d'Hermann et Greg.

<https://www.lelombard.com/>

Dargaud

Dargaud propose de relire un grand classique de la BD franco-belge : *la Marque jaune* (1956), d'Edgar P. Jacobs, la troisième aventure de la série *Blake & Mortimer*. Et, de facture beaucoup plus récente, le *Detection Club*, de Jean Harambat, un polar made in « Brexit ».

<https://www.dargaud.com/>

**Delcourt**

Delcourt propose un grand nombre de premiers tomes dont *Les Légendaires*, *Mythics*, *la Rose écarlate*, tandis que sa filiale Soleil met en ligne quelques classiques.

<https://www.editions-delcourt.fr/bd.html>

Le confédéralisme ou communalisme démocratique que propose Öcalan est donc une sorte d'auto-gouvernement de communautés locales, une organisation politique démocratique mais non étatique, qui se veut en rupture avec le capitalisme et son avatar, l'état-nation. Certes, l'état ne pourra pas être aboli d'un trait de plume : la démocratie communaliste vise la réduction du rôle de l'état, jusqu'à ce qu'il devienne obsolète et disparaisse (ce qui, soit dit entre parenthèses, était la position de Marx et d'Engels).

Contre le capitalisme et le patriarcat

Le communalisme démocratique selon Öcalan se définit comme anticapitaliste : il aspire à un socialisme écologique et une économie axée sur la valeur d'usage et pas sur le profit. Mais il se définit aussi, et même avant tout, comme anti-patriarcat : le principe fondamental du socialisme, écrit-il, c'est de tuer le mâle dominant, ce qui signifie tuer la domination, l'inégalité et l'intolérance, ou encore, tuer le fascisme, la dictature et le despotisme, qui ont tous leur fondement dans l'asservissement des femmes. En d'autres termes : le niveau de liberté et d'égalité des femmes détermine la liberté et l'égalité de tous les

autres secteurs de la société. La stratégie révolutionnaire repose donc, avant tout, sur l'auto-organisation des femmes, y compris pour leur auto-défense, sous forme de détachements militaires féminins. Beaucoup d'arguments de ce livre nous sont proches, d'autres peuvent nous dérouter ou surprendre. Comme le dit Olivier Besancenot dans son introduction : « *J'espère que la lecture de cet ouvrage vous troublera autant que moi* »... Raison de plus pour le lire !

Michael Löwy

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Jazz**Joy, de Sophie Alour**

1 CD, Music from source/L'Autre distribution, 12,99 euros.

Les artistes nous réservent souvent des surprises. En octobre 2019, la saxophoniste Sophie Alour nous confiait que son album était quasi sous presse ! Et puis, le voilà qui arrive au printemps, avec un titre, *Joy*, qui ne reflète ni le contenu de l'album ni la période de sortie mais seulement la joie que les musiciens ont eu à continuer à tourner ensemble et à interpréter encore et encore l'opus en « live » et à l'enrichir de quelques improvisations. Cela valait donc le coup d'attendre cet « *oud à la joie* » ainsi que l'a qualifié France Culture.

Aux confins du jazz et des musiques orientales Rappelons qu'en 2019, c'est la situation toujours plus nauséabonde de la France et du monde qui donna l'idée à Sophie Alour de créer l'atelier et le groupe « Exils » en même temps que l'envie d'un saut dans l'inconnu après le retour aux sources qu'avait constitué l'album de reprise de standards *Time For Love* 2. *Joy* se situe lui aux confins du jazz et des musiques orientales. Sophie Alour y passe allégrement du saxophone ténor à la flûte immergée dans l'oud magique de l'Égyptien Mohamed Abozékry et de ses sonorités uniques qui signe avec elle toutes les compositions de l'album. La musicienne enrichit sa palette sonore d'un instrument qui l'oblige à prendre des chemins de traverse pour trouver un langage débarrassé des codes esthétiques du jazz car le oud est un instrument qui met l'âme en vibration et impose de trouver un point de rencontre entre les musiques. Avec *Joy*, nous nous mettons au diapason d'un autre univers. Le premier thème, « Exil », réunit immédiatement et naturellement, si c'est possible, piano et oud avant de passer à une formation jazz plus conventionnelle où la contrebasse donne le ton. Schéma qui s'écroule immédiatement lorsque l'oudiste s'enflamme et se met à chanter en lançant un défi au saxophone de Sophie Alour. Si « La chaussée des géants » constitue le titre le plus abouti et le plus enivrant, les quelques minutes d'improvisation qui suivent en duo oud et saxo sont magiques. Pour ces 13 compositions originales, les deux artistes sont accompagnés de quatre autres musiciens de talent : Donald Kontamanou (batterie), Philippe Aerts (contrebasse), Damien Argentiéri (piano), Wassim Halal (derbouka, bendir). L'album est bien sûr en sélection FIP et peut se télécharger sur n'importe quelle plateforme ou par commande à la Fnac. Il nous faudra en effet attendre encore un peu pour l'acheter chez notre disquaire préféré et pour voir les musicienEs sur scène.

SC 1 – Voir l'Anticapitaliste n°490 (26 septembre 2019) et n°442 (13 septembre 2018). 2 – *Time for love*, un CD Music from source, voir l'Anticapitaliste n°429 (10 mai 2018).

Casterman

Casterman ne se distingue pas par son offre mais cela va forcément changer. Seules quelques histoires courtes de *Corto Maltese* sont disponibles

<https://www.casterman.com/Bande-dessinee>

Dupuis

Dupuis, comme Casterman, est un peu en retard mais propose quand même régulièrement une planche crayonnée du prochain *Largo Winch*, la *Frontière de la nuit*.

<https://www.dupuis.com>

Hachette

La « pieuvre » Hachette, comme on disait du temps de Gédé, se distingue par la mise en ligne de son propre magazine promotionnel, *Robinson* : on pourra y retrouver le *Club des cinq* version Beja et Natael, *Nicholas Le Floch* de Dobbs¹, la *Vie d'Einstein*, etc.

<https://www.hachette-collections.com/fr-fr/bandes-dessinees/>

Asterix

Albert Uderzo vient de mourir, le 24 mars, à l'âge de 92 ans, mais ses irréductibles Gaulois sont toujours vivants et proposent un magazine en ligne. Au village d'Astérix comme partout, le mot d'ordre est clair : restez chez vous pour vaincre le virus et protéger les plus fragiles. Mais les druides proposent des activités, des jeux et des BD Astérix

